

en 1980 avant de se stabiliser autour de 80 000 personnes au cours de la dernière décennie.²⁹ La plupart des projets de CT récents sont dans les domaines de l'agriculture, de l'éducation, des services sociaux et de santé et des infrastructures; une proportion croissante des ressources sont affectées à la formation en politiques du secteur public et en gestion. La majorité écrasante des projets se sont déroulés dans les institutions du secteur public des pays en voie de développement, bien que les donateurs cherchent aujourd'hui à élargir le champ d'application.

Traditionnellement, la coopération technique a revêtu deux grandes formes: la formation d'homologues des pays d'accueil par des experts expatriés et la formation d'étudiants à l'extérieur de leur pays. D'autres formes existent ou sont envisagées (dans les domaines des études de faisabilité, de la recherche scientifique et des applications, par exemple) et des variations des deux formes principales (dont des missions de consultation de courte durée) prennent forme à mesure que les besoins des pays en voie de développement évoluent. Bien que le nombre des étudiants recevant une formation à l'étranger soit plus grand que le nombre des experts expatriés (125 000 comparativement à 80 000 en 1989), le présent rapport porte exclusivement sur la formation donnée par les expatriés, car il s'agit de gens du Nord qui collaborent sur place avec des habitants des pays en voie de développement.

Au cours des années 1980, la CT s'est diversifiée encore davantage, notamment en pénétrant dans certains domaines non techniques (et politiquement sensibles) comme l'analyse et la gestion des politiques macro-économiques, la mobilisation des groupes bénéficiaires intervenants et l'aide à la création de structures démocratiques (mise sur pied de commissions des droits de la personne, réforme des forces policières et de l'armée, etc.).

L'élargissement sectoriel et thématique de la coopération technique des dernières années a été décrit en termes très concrets dans un rapport sur l'évolution des conseillers techniques du

29 OCDE, Comité d'aide au développement, *Rapport 1992: Coopération pour le développement* (OCDE, Paris, 1993), p. A-47. Selon d'autres estimations, ces effectifs seraient de 200 000 personnes.